

Evo Morales impulse en Bolivie un "capitalisme andin"

17-03-2007

Selon l'accord récemment obtenu entre le parti de gouvernement et l'opposition, les articles sans consentement des deux tiers seront remis à une commission spéciale et si le désaccord continue, à un référendum populaire. Répudiée par l'opposition, le Mouvement au Socialisme (MAS) aspire à inclure la réélection présidentielle.

Après une demi-année embourbée dans la discussion sur la forme de votation de la nouvelle Constitution, l'Assemblée Constituante bolivienne a finalement allumé les moteurs. Selon l'accord récemment obtenu entre le parti de gouvernement et l'opposition, les articles sans consentement des deux tiers seront remis à une commission spéciale et si le désaccord continue, à un référendum populaire. Répudiée par l'opposition, le Mouvement au Socialisme (MAS) aspire à inclure la réélection présidentielle. Dans ce cadre, le MAS d'Evo Morales -qui contrôle 60 % du conclave- commence à dessiner sa vision de pays, dont les contours sont la construction d'un Etat fort et la fin du "colonialisme" qui a exclu la majorité indigène. "L'Etat sera le premier wagon de la locomotive de l'économie. Le deuxième est l'investissement privé bolivien ; le troisième est l'investissement étranger ; le quatrième est la microentreprise ; le cinquième l'économie paysanne et le sixième l'économie indigène communautaire. C'est l'ordre stratégique dans lequel l'économie du pays doit se structurer", a résumé le vice-président Alvaro Garcia Linera. Le copilote d'Evo Morales ne se sent pas attiré par le concept de socialisme du XXIe siècle, "made in Caracas", et il préfère parler de capitalisme andin, "différent de l'idéologie du développement" (desarrollismo) des années 50 pour lequel n'est pas recherchée une seule voie de développement et de modernisation, mais est reconnu la diversité du pays". Le but : un capitalisme productif. Au niveau politique, cette proposition se traduit par un "Etat pluri-national" qui prévoit non seulement les autonomies départementales -réclamées par le département de Santa Cruz- mais aussi des autonomies indigènes où on respectera des formes politiques et juridiques propres. Là on reconnaîtra la "Justice communautaire" qui, selon ses défenseurs, n'inclut pas les lynchages courants en Bolivie, sinon qu'elle "promeut la conciliation entre les parties et la réparation des dommages de la part de l'infracteurs". Et elle est mise en cause par ses détracteurs parce qu'il n'y a pas d'avocat de la défense" et des délits comme l'adultère sont punis. Face aux revendications de Santa Cruz, on dit au gouvernement qu'elles ne permettront pas l'écartèlement de la Bolivie" et que ressources naturelles, terre, politique extérieure, police et Forces Armées "ne se touchent pas" et continueront de faire partie des attributions du pouvoir central. Le multiculturalisme atteint la religion : si le parti de gouvernement réussit à approuver son initiative, l'Eglise Catholique ne jouira plus d'aucun privilège. Un brouillon de la proposition du Pouvoir exécutif aux constituants qui circule dans quelques médias projette que "l'Etat pluri-national n'a pas, ne professe ni ne promeut aucune religion, et ne reconnaît de caractère officiel à aucune église ou institution religieuse nationale ou étrangère". Pour le constituant du parti conservateur "Podemos", Jose Antonio Arequipa, le MAS "veut un Etat fondamentaliste (quechua-aymara), athée et totalitaire". Au gouvernement on dit que, à la différence de 1825, cette fois la majorité indigène sera invitée fondamentale. La Paz, Pablo Stefanoni, Pagina/12 (Argentine), 27 février 2007. Traduction : Fab, santelmo@no-log.org